



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8 août 2025

C(2025) 5817 final

Son Excellence
M. Antonio Tajani
Ministère des affaires étrangères et de la
coopération internationale
Piazzale della Farnesina, 1
00135 Rome
Italie

Objet : Notification 2025/263/IT
Violations des dispositions relatives aux dénominations du lait et des
produits laitiers
Communication des observations conformément à l'article 5,
paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités italiennes ont notifié à la Commission, le 26 mai 2025, le projet de modification du décret législatif n° 231 du 15 décembre 2017 relatif aux « *infractions aux dispositions relatives aux dénominations du lait et des produits laitiers* » (ci-après le « projet notifié »).

La présente proposition législative vise à lutter contre l'usage abusif croissant des dénominations du lait et des produits laitiers pour désigner des produits fabriqués à partir d'ingrédients d'origine végétale ou ceux dans lesquels les ingrédients laitiers sont totalement ou partiellement remplacés par des ingrédients d'origine différente. Le projet notifié *énonce les objectifs, précise les types de comportements punissables et fixe les sanctions applicables, y compris leur gravité, les règles détaillées régissant leur application ainsi que les éventuelles sanctions accessoires.*

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

Le projet notifié prévoit que « *[à] moins que l'acte ne constitue une infraction, toute personne qui prépare, produit, emballe, détient, vend, offre à la vente, met sur le marché, transfère à quelque titre que ce soit ou fait de la publicité pour des denrées alimentaires par quelque moyen que ce soit sous des dénominations qui usurpent, imitent ou évoquent la dénomination de lait ou les dénominations de produits laitiers en violation des*

¹() Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17/09/2015, p. 1).

dispositions de l'annexe VII du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, est passible d'une amende administrative [...] ».

À cet égard, la Commission attire l'attention des autorités italiennes sur l'annexe VII, partie III, point 6, du règlement (UE) n° 1308/2013 ⁽²⁾, qui dispose ce qui suit :

6. Pour les produits autres que ceux décrits aux points 1, 2 et 3 de la présente partie, il est interdit d'utiliser une étiquette, un document commercial, du matériel publicitaire ou toute forme de publicité telle que définie à l'article 2 de la directive 2006/114/CE du Conseil (1), ou toute forme de présentation qui affirme, implique ou suggère que le produit est un produit laitier.

Toutefois, pour les produits contenant du lait ou des produits laitiers, la dénomination « lait » ou les dénominations visées au point 2, deuxième alinéa, peuvent être utilisées uniquement pour décrire les matières premières de base et pour énumérer les ingrédients conformément à la directive 2000/13/CE ou au règlement (UE) n° 1169/2011.

La Commission attire l'attention des autorités italiennes sur la distinction entre le libellé du décret italien et le point 6 précité.

En effet, en vertu de l'article 288 du TFUE, les règlements sont directement applicables dans l'ensemble de l'Union et donc dans tous les États membres. Contrairement aux directives, les mesures nationales d'exécution ne sont donc pas autorisées en ce qui concerne les règlements, sauf si le règlement lui-même laisse aux États membres le soin d'adopter les mesures législatives, réglementaires, administratives et financières nécessaires pour assurer l'application effective des dispositions dudit règlement ⁽³⁾.

Par conséquent, la Commission invite les autorités italiennes à utiliser le libellé exact de l'annexe VII, partie III, point 6, du règlement (UE) n° 1308/2013.

Les autorités italiennes sont invitées à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

Pour la Commission,

Kerstin JORNA
Directeur général

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME

²() Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, JO L 347 du 20/12/2013, p. 671.

³ () Affaire C-606/10, ANAFE, EU:C:2012:348, para 71-73.